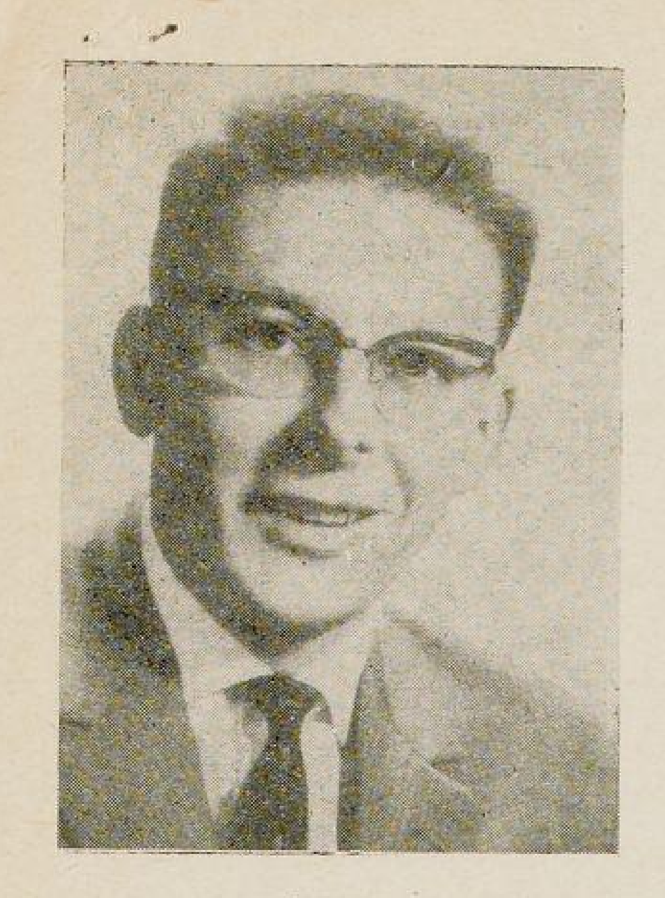


DÉPARTEMENT DE LA SOMME

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 18 NOVEMBRE 1962
3ME CIRCONSCRIPTION

POUR UNE DÉMOCRATIE MODERNE (M.R.P.)

Électrices, Électeurs,

Le Député que vous allez élire le 18 Novembre prochain représentera notre Circonscription pendant cinq ans.

Ces années seront décisives pour le sort de la France. La génération d'après-guerre arrive à l'âge d'homme et aux responsabilités ; jamais depuis 100 ans notre pays n'aura subi une telle transformation.

Nous devons dès maintenant, nous tourner résolument vers l'avenir pour assurer dans le même temps une modification profonde des structures politiques et économiques, avant qu'il ne soit trop tard.

En sollicitant vos suffrages, nous avons voulu vous permettre de vous prononcer pour des **hommes neufs,** issus des forces vives de la Nation.

Pierre BERNARD, 39 ans, Technicien en bâtiment, ancien élève du Collège Courbet d'Abbeville, Maire-Adjoint de Gauville, qui, depuis 15 ans, partage tous les soucis d'une commune rurale où sa femme est Institutrice.

Albert CALINE, 51 ans, Ingénieur I. D. N., ancien élève du Collège Courbet d'Abbeville, Maire de Forceville-en-Vimeu depuis 1945.

Engagés dans diverses organisations familiales, professionnelles ou communales, ils veulent d'abord se mettre au service de tous pour bâtir ensemble une véritable DÉMOCRATIE MODERNE.

Le programme que nous vous présentons est conforme à notre Idéal. Tourné vers l'avenir, il demeure également humain, c'est-à-dire adapté aux exigences des structures et des hommes actuellement en place et que nous avons le devoir d'aider de toutes nos forces.

NOUS VOULONS UN GOUVERNEMENT STABLE

Nous pensons que la stabilité gouvernementale est la première condition d'une véritable démocratie moderne. Le Gouvernement doit être nommé pour la durée de la législature.

Le rôle du Parlement, émanation directe de la pensée des Électeurs doit être revalorisé. Mais pour cela, il faut opérer un vaste regroupement politique. Nous nous engageons à travailler à ce rassemblement sans lequel rien d'efficace ne peut être entrepris.

Nous considérons qu'il est indispensable de collaborer avec toutes les forces vives de la Nation : Organisations agricoles, Fédération des exploitants, Cercle des Jeunes agriculteurs, Syndicats ouvriers et patronaux, Mouvements de jeunesse ... Ces organisations doivent être consultées AVANT les décisions et non mises devant le fait accompli.

NOUS VOULONS LE PROGRÈS SOCIAL

Mais qu'il soit fait au bénéfice et pour le plus grand bien être de chacun sans dresser les classes les unes contre les autres, en commençant par les catégories les plus favorisées : Vieux travailleurs, retraités, malades ...

(lire : les catégories les **moins** favorisées)

Le problème agricole, dont on connaît l'importance dans notre circonscription, doit être étudié d'abord par zone, avec les responsables syndicaux, seuls compétents pour préconiser des réformes valables dans le respect des droits de chacun :

— Parité des prix agricoles.
— Structure des exploitations
— Installation des jeunes cultivateurs.

— L'expansion économique de notre région s'impose **de toute urgence** dans les cantons les plus défavorisés, par une décentralisation des usines tenant compte des possibilités de main-d'œuvre et des besoins locaux.

Elle doit aussi permettre, par un système de prêts ou de subventions, aux entreprises déjà en place de s'adapter aux nouvelles exigences de la technique.

Il faut pourtant qu'elle demeure "humaine", c'est-à-dire donner aux petits artisans qui sont une des richesses de la France, la possibilité de subsister dans un monde moderne.

— La prolongation de la scolarité appelle une véritable réforme de l'enseignement : le lieu d'habitation ou la situation de fortune ne doivent pas empêcher les enfants de continuer leurs études.

Nous demandons :

— La décentralisation accrue des centres d'enseignement.
— Une meilleure répartition des bourses.
— L'attribution d'allocations d'études.

Nous pensons que l'enseignement technique ne peut plus être traité en parent pauvre. La création de centres d'apprentissage et d'enseignement agricoles s'imposent.

— La politique du logement sera étudiée en fonction des grands centres urbains mais aussi en fonction de nos réalités. Circonscription de moyennes et petites communes, nous souhaitons :

— Favoriser davantage l'amélioration de l'habitat rural.
— Indexer sur les prix de construction le montant des prix plafonds.
— Attribuer aux jeunes foyers un prêt spécial à taux réduit.

En prolongement de cette politique du logement il faudra accélérer et subventionner plus largement les projets d'adduction d'eau et en créer pour les évacuations des eaux usées.

— Nous demandons, dans le cadre de l'aménagement du territoire, que les petites communes rurales si nombreuses chez nous, puissent s'organiser librement avec l'aide de l'État. Q'en aucun cas, elles ne soient à la merci d'un décret les supprimant ou les regroupant arbitrairement.

NOUS VOULONS LA PAIX

Nous sommes persuadés qu'à l'âge des bombes thermonucléaires, nous n'avons pas la possibilité d'assurer notre sécurité tout seuls.

Seule une Europe unie, dans le cadre d'une défense commune peut le faire.

Seule une Europe unie, politiquement, économiquement, militairement, sera respectée par ses adversaires et traitée en égale par ses alliés.

Enfin nous voulons agir en tout pour que, au delà de la politique, nous aboutissions à une véritable **promotion de l'homme** dans tous les domaines : familial, social, professionnel, intellectuel.

Voilà ce que nous vous proposons dans le respect de toutes les opinions et de toutes les croyances, par dessus les vieilles querelles partisanes qui ont fait tant de mal à la France.

Ensemble nous le pouvons.

Accordez-nous votre confiance et votre soutien.

Pierre BERNARD
Maire - Adjoint de Gauville

Remplaçant éventuel :
Albert CALINE
Maire de Forceville - en - Vimeu

IMP. G. COLOMER - AMIENS